

RÉSUMÉS

LORENZO MEYER, *La mise au point des rapports Mexique-États-Unis durant la Guerre Froide, 1945-1964.*

À partir de la Seconde Guerre Mondiale, les élites mexicaines ont décidé de mettre à côté leurs désaccords avec les États-Unis pour tirer profit des coïncidences. Elles n'ont pourtant pas abandonné leurs efforts pour s'assurer une légitimité fondée sur le maintien de l'indépendance relative qu'avait gagnée le Mexique grâce à la Révolution. La mise au point du projet mexicain face à la grande puissance a eu lieu en même temps que la consolidation de l'autoritarisme révolutionnaire sur le plan interne, dans les conditions internationales imposées par la Guerre Froide. Établir et accorder les règles des rapports avec les États-Unis n'a pas été facile pour les trois présidents mexicains qui ont gouverné le long de cette étape.

Mots clefs: Guerre Froide, autoritarisme, indépendance relative, Guatemala, Cuba.

JORGE I. DOMÍNGUEZ, *La politique du président Barack Obama vis-à-vis de l'Amérique Latine.*

Sous les gouvernements de Ronald Reagan, George H. W. Bush et William Clinton, une politique singulière des États-Unis pour l'Amérique Latine a pris forme. Elle s'est effacée sous la présidence de George W. Bush, mais elle a reparu avec Barack Obama. Puisque le concept "politique d'État" est empirique, il est possible de confirmer certains traits fondamentaux du comportement des États-Unis face à l'Amérique Latine sous plusieurs présidents des deux grands partis politiques. L'article aborde huit sujets: la protection des droits humains et la défense de la démocratie; la promotion du libre commerce; l'attitude bienveillante envers l'immigration légale; le renforcement des organismes multilatéraux; les efforts pour rétablir

la paix en Amérique Centrale; la résolution pour utiliser le pouvoir militaire et exercer d'autres formes de contrainte; la coopération enlacée au conflit avec le Cuba; et la militarisation de la politique contre le trafic des drogues.

Mots clefs: **États-Unis, Obama, Bush, Amérique Latine, politique étrangère.**

GUSTAVO VEGA CÁNOVAS, *2010: Bilan et perspectives du libre commerce entre le Mexique et les États-Unis.*

Cet article évalue les conséquences de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain pour les économies des trois pays membres, surtout pour celle du Mexique, au bout de ses dix premières années. Même si le traité a produit un grand essor des échanges commerciaux et de l'investissement, cela n'a pas suffi à assurer au Mexique un taux de croissance bénéfique pour la plupart de la population. L'article aborde les défis et les avantages qu'entraînent, pour le Mexique, ses rapports avec les États-Unis au XXI^{er} siècle. Il insiste sur l'urgence d'adopter des politiques novatrices pour résoudre les grands problèmes dans les rapports des deux pays, concernant l'économie, la société et la sécurité.

Mots clefs: **TLCAN, commerce, Amérique du Nord, investissement étranger, politique économique.**

ILÁN BIZBERG, *Des chemins qui s'écartent: le modèle économique et social aux États-Unis et au Canada.*

L'article analyse les cas des États-Unis et du Canada dans des buts théoriques et méthodologiques. Les différences entre ces deux pays, qui participent de la même culture économique libérale et qui semblent avoir de fortes coïncidences au sujet du capitalisme, serviraient à prouver que les économies nationales dépendent de l'atmosphère et des traits des systèmes politiques, de telle sorte que la politique aurait de la prééminence sur l'économie. En outre, si deux pays tellement semblables s'écartent, néanmoins, à cause de la politique, on peut croire que les effets économiques de la globalisation

et de l'application de formules de politique économique sont distinctifs de chaque pays et dépendent, justement, de la situation politique de chacun d'eux.

Mots clefs: **Canada, États-Unis, développement économique, institutions, politique.**

MARIO OJEDA GÓMEZ, *Le Mexique et le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).*

Quoi qu'il n'existe pas d'association formelle, sous l'appellation de BRIC on a groupé le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine en raison de la vigueur de leurs économies, même si les quatre pays ne semblent pas vouloir agir comme un bloc. On se demande parfois si le Mexique pourrait se joindre à cet ensemble. Pour essayer de répondre à la question, l'article propose une série de comparaisons qui prennent en considération le territoire, la population, le développement, l'histoire et le pouvoir international des pays concernés.

Mots clefs: **BRIC, Mexique, relations internationales, politique internationale, économies émergentes.**

RAFAEL SEGOVIA, *La socialisation complexe des exilés.*

À la différence d'autres pays, au Mexique les exilés de la guerre d'Espagne se sont faits remarquer, notamment parce qu'il y avait parmi eux beaucoup "d'intellectuels". L'un des traits particuliers des immigrants a été leur capacité de s'intégrer à la société locale et d'influencer la vie culturelle du pays. De nombreuses mesures qu'ils ont adoptées, telles que la fondation d'écoles espagnoles, peuvent s'expliquer néanmoins par une idée dominante au début de l'exil: qu'il s'agissait d'une situation provisoire. Sous l'éclairage d'une analyse historique et des documents de Luis I. Rodríguez, l'homme politique et diplomate mexicain qui a joué un rôle fondamental au profit des exilés, l'article met en évidence les paradoxes de l'adaptation au Mexique de ces espagnols.

Mots clefs: **Mexique, Espagne, socialisation, exil.**

MARÍA DEL CARMEN PARDO, *Le projet de modernisation administrative au Mexique: entre la tradition et l'innovation.*

L'article propose un compte rendu des changements dans l'administration fédérale mexicaine le long de trois périodes présidentielles, afin de mettre en évidence certaines de leurs limites. Il s'occupe d'abord des éléments caractéristiques du modèle d'administration publique traditionnel, qui dans plusieurs pays –y compris le Mexique– sont encore valables. De même, il s'appuie sur certains concepts de l'action publique qui font partie du schéma de la Nouvelle Gestion Publique (NGP). Ces derniers favorisent des changements dans l'administration des pays qui les mettent en pratique, mais il en résulte des tensions, surtout lorsqu'il y a cohabitation des deux modèles. La dernière partie de l'article présente un bilan du cas mexicain.

Mots clefs: **modernisation de l'administration, fonction publique, évaluation, transparence, professionnalisation.**

FRIEDRICH KRATOCHWIL, *L'échec de la "faille de marché": repenser les biens publics et privés selon La richesse des nations d'Adam Smith et le droit romain.*

En utilisant des concepts tirés du droit romain et de *La richesse des nations*, l'article analyse la différence entre biens "publics" et "privés", qui dans de nombreux cas s'avère mal fondée. Un classement plus précis de tous ces biens permet d'éviter la "tragédie des biens communs". Compte tenu du progrès technique, surtout dans le domaine de l'informatique, le régime des droits d'auteur sur les biens immatériels est discutable. En effet, ce régime s'appuie sur des prémisses inexactes et ne stimule guère la génération de connaissances.

Mots clefs: **biens publics, marché, faille de marché, action collective.**

GIANDOMENICO MAJONE, *L'Union Européenne et la crise financière mondiale: l'échec de la gouvernance supranationale?*

La crise financière internationale et les crises causées par les dettes des pays du Sud de la zone euro ont mis en évidence que les institutions supranationales de l'Union Européenne (UE) n'ont pas assez de force ni de flexibilité pour agir de façon efficace en cas d'urgence. Les défauts du système de gouvernance supranationale se doivent, dans une grande mesure, à la stratégie du "fait accompli", dont un exemple a été la décision d'avancer vers l'union monétaire avant d'accorder l'union politique. L'UE ne dispose pas d'instruments pour freiner l'opportunisme précédant et suivant aux adhésions, tel que celui de la Grèce, qui l'a menée au bord de la faillite. Il est difficile de prévoir les conséquences économiques et politiques de cet échec de la gouvernance supranationale.

Mots clefs: fait accompli, unité monétaire, risque moral, coordination de politiques, pacte de stabilité, supranationalisme.